

Les nouveaux comptes nationaux Bissau Guinéens

CHANGEMENT D'ANNEE DE BASE ET MIGRATION AU SYSTÈME DE
COMPTABILITE NATIONAL DE 2008

Plan

VUE D'ENSEMBLE

I. Améliorations méthodologiques

II. Améliorations des sources de données

III. Principaux résultats

IV. Autres travaux et perspectives

VUE D'ENSEMBLE

VUE D'ENSEMBLE

- ❖ Les comptes nationaux de la Guinée Bissau sont passés à une nouvelle année de base 2015 et ont adopté le nouveau système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008), édicté par les Nations Unies.
- ❖ Outre les méthodes, ces nouveaux comptes ont adopté les recommandations internationales en matière de classifications.
- ❖ De nouvelles sources de données ont été prises en compte, telles que le recensement général des entreprises de 2015, l'enquête sur les ONG et associations et les bilans des entreprises.

VUE D'ENSEMBLE

- ❖ Le produit intérieur brut (PIB) de 2015 s'élève maintenant à 681,303 milliards de FCFA, soit un taux de révision de +9,9% par rapport aux anciennes estimations de 2015.
- ❖ En outre, l'INE produit maintenant un tableau des ressources et des emplois (TRE), et un tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) chaque année, éléments indispensables à l'analyse et à la modélisation de l'économie.
- ❖ Les anciens comptes nationaux avaient pour année de base 2015 et utilisait l'ancien système de comptabilité national de 1993.

VUE D'ENSEMBLE

- ❖ Le projet a bénéficié de l'appui de nombreux partenaires techniques et financiers, notamment :
 - ❖ L'UEMOA, à travers le Programme Statistique Régional (PSR) qui a financé les activités de collectes de données;
 - ❖ AFRISTAT qui a apporté l'assistance technique dans le cadre du projet PSR;
 - ❖ Le FMI qui apporté l'assistance technique à travers son centre d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest)
 - ❖ L'Union Européenne qui est un des principaux bailleurs du programme PSR.
 - ❖ La BAD qui a donné son appui technique au début du projet

I. Améliorations méthodologiques

I. Améliorations méthodologiques

- ❖ L'année de base utilisée pour le calcul des comptes nationaux doit être actualisée idéalement tous les cinq ans et au pire des cas chaque dix ans.
- ❖ Pour garantir la qualité et la comparabilité des comptes nationaux entre les pays, les Nations Unies ont rédigé un document appelé Système de comptabilité nationale (SCN) qui décrit les règles et les Méthodes à respecter.
- ❖ La dernière version du SCN est celui de 2008, mais l'INE continuait de produire les comptes nationaux selon l'ancienne version SCN 93

I. Améliorations méthodologiques

- ❖ L'une des premières améliorations méthodologiques est donc la mise en œuvre du SCN 2008, dont quelques éléments sont :
 - ❖ le mode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et de la production de l'assurance dommage et de la réassurance,
 - ❖ la distinction d'un secteur institutionnel dédié aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL-SM)
 - ❖ le passage de la recherche développement en actif, etc.

I. Améliorations méthodologiques

- ❖ Les nomenclatures d'activités et de produits sont conformes à la CITI révision 4.1 et à la CPC révision 2.1.
- ❖ les comptes de branches (CB) d'activités sont regroupés en 106 branches d'activités contre 40 dans l'ancienne base.
- ❖ Les comptes d'équilibres ressources emplois (ERE) sont quant à eux regroupés en 173 produits contre 102 dans l'ancienne base.

I. Améliorations méthodologiques

- ❖ l'INE vient de commencer l'élaboration chaque année des tableaux des ressources et des emplois (TRE) et du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) allant jusqu'au compte de capital.
- ❖ Le PIB est disponible selon les trois optiques : production, dépenses, revenus.
- ❖ Les volumes sont mesurés au prix de l'année précédente conformément au SCN.

II. Améliorations des sources de données

II. Améliorations des sources de données

- ❖ Les estimations des dépenses de consommation finale des ménages sont basées sur l'enquête budget consommation de 2010 dénommée (ILAP).
 - ❖ Il s'agit d'une enquête aléatoire ayant porté sur 3210 ménages et dont l'objectif était l'évaluation de la pauvreté monétaire.
- ❖ Les données de l'enquête agricole sont utilisées, notamment la production en quantité de céréales et de tubercules; mais ne couvre pas toutes les spéculations agricoles.
- ❖ Les données de base sur les entreprises formelles sont obtenues à partir de la saisie intégrale de l'ensemble des déclarations statistiques et fiscales (DSF), dont l'INE devrait bénéficier d'une copie automatiquement depuis 2014

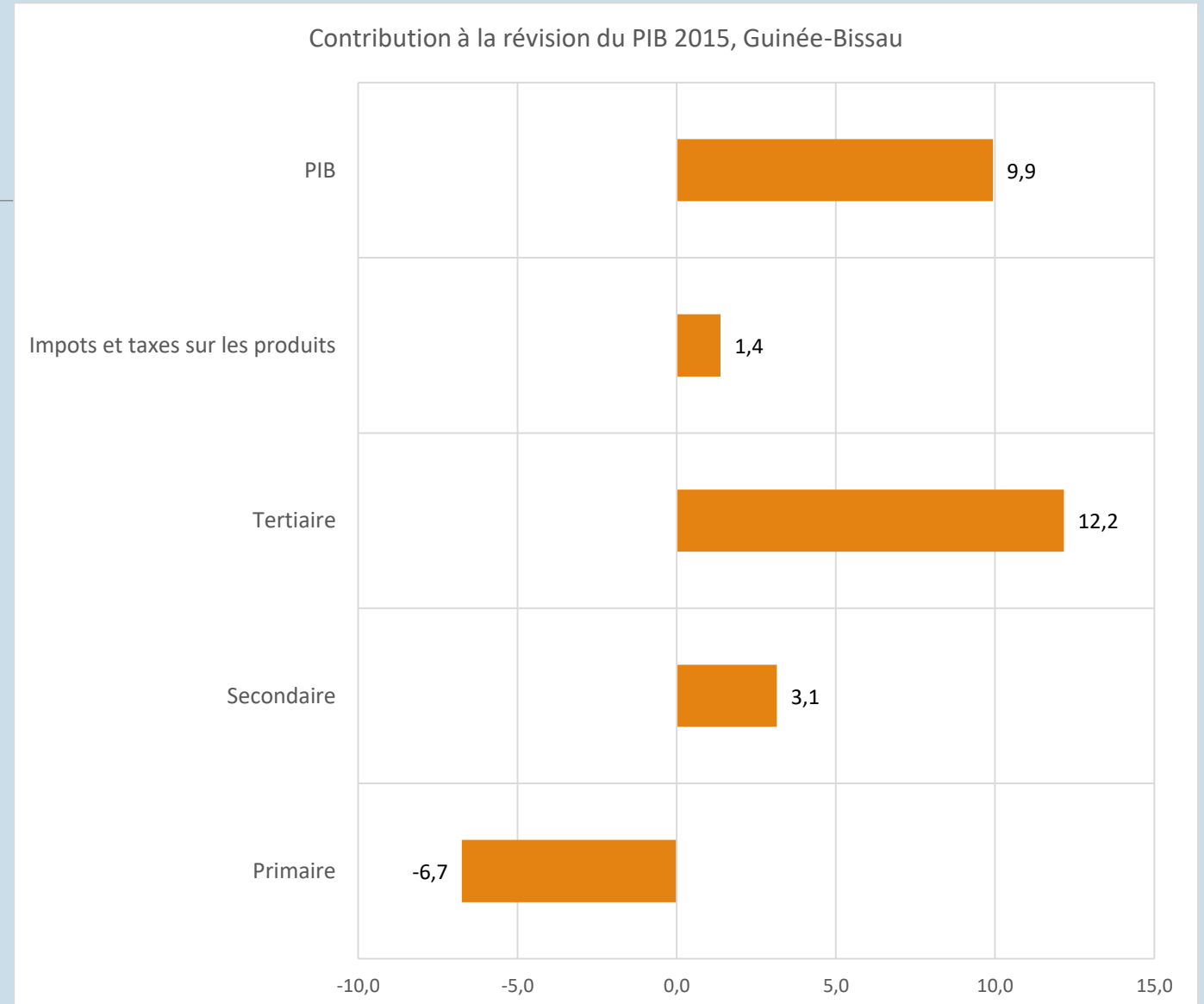
II. Améliorations des sources de données

- ❖ Le secteur informel est obtenu à partir de recensement général de l'entreprise (RGE) réalisée en 2015.
- ❖ Les loyers imputés sont estimés à partir de recensement général de populations de 2009.
- ❖ Les comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages sont calculés à partir de l'enquête sur les ONG et associations;
- ❖ Les résultats provisoires de ERI-ESI 2017 ont été utilisés pour obtenir une matrice de l'emploi et une structure des consommations intermédiaires du secteur informel.
- ❖ Des enquêtes de structures ont été réalisés sur les marges de commerce et de transport et la structure des consommations.

III. Principaux résultats

III. Principaux résultats

❖ Le PIB en valeur de la nouvelle année de base 2015 selon le SCN2008 est évalué à 681 303 millions de FCFA, soit une révision de 9,9% par rapport aux anciennes estimations du PIB de 2015 selon le SCN93.



III. Principaux résultats

- ❖ Du côté de l'offre, la révision s'explique essentiellement par :
 - ❖ La prise en compte des déclarations statistiques et fiscales (DSF) ainsi que les nouvelles informations issues du recensement général des entreprises (RGE) ont permis de distinguer pour la première fois la production des entreprises formelles et informelles non agricoles ;
 - ❖ L'intégration des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL-SM) grâce à une enquête menée auprès des ONG, y compris les églises et les parties politiques ;
 - ❖ L'amélioration des sources de données sur l'énergie notamment la production d'électricité privée hors Bissau.
 - ❖ Des enquêtes de structures ont été réalisés sur les marges de commerce et de transport et la structure des consommations.

III. Principaux résultats

- ❖ Du côté de la demande, les principales révisions s'expliquent essentiellement par :
 - ❖ la consommation finale des ménages en raison de la révision de sa structure ;
 - ❖ la consommation finale des ISBL-SM grâce à l'enquête sur les ONG;
 - ❖ la Formation Brut de Capitale (investissement) a rebondi avec l'intégration des DSF et des nouvelles informations issues du RGE ainsi que des études sur les recherches et développement ;
 - ❖ les importations des biens et des services ont été revus pour les conformer à la mesure CAF et FAB.

IV. Autres travaux et perspectives

IV. Autres travaux et perspectives

- ❖ La publication d'une nouvelle année de base doit entraîner une reconstitution des séries passées pour les mettre en cohérence avec la nouvelle base.
- ❖ Ces travaux dits Rétropolation ont été réalisés : de 2014 jusqu'à l'année 1997 et seront également publiés;
- ❖ L'INE a également finalisé les comptes de 2016 et 2017 selon le SCN 2008.

IV. Autres travaux et perspectives

- ❖ Avec l'accompagnement du FMI, les travaux sont en cours pour changer l'outil de compilation des comptes provisoires et calculer le compte provisoire de 2018 selon le SCN 2008.
- ❖ L'élaboration des comptes nationaux trimestriels est en projet avec l'accompagnement des partenaires techniques et financiers.

V. Recommandations

❖ Aux autorités nationales :

- ❖ Assurer une communication élargie pour une utilisation effective des résultats de la comptabilité nationale;
- ❖ Prendre des dispositions pour assurer la pérennité des acquis engrangés en matière d'élaboration des comptes nationaux selon les normes internationales;
- ❖ Renforcer les effectifs des cadres compétents en charge de l'élaboration des statistiques économiques tant au niveau de l'INE qu'au niveau des directions de statistiques sectorielles;
- ❖ Assurer un financement régulier et conséquent des activités de statistiques économiques;

V. Recommandations

- ❖ Aux partenaires techniques et financiers :
 - ❖ Poursuivre l'appui technique, matériel et financier à la Guinée Bissau pour un développement des statistiques en général et en particulier des statistiques économiques conformément aux normes et pratiques internationales;

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

Tableau 2.1: Production Intérieur Brut (PIB) selon l'optique dépenses, Valeurs courantes (en millions de FCFA)

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Consommation Finale	459 311	513 511	517 247	516 823	523 215	608 420	653 874
Menage	383 103	427 162	435 143	434 037	425 569	496 428	532 084
Administration Publique	70 458	79 835	75 943	76 572	90 232	103 506	112 342
ISBSLM	5 750	6 514	6 161	6 214	7 414	8 486	9 448
Formation Brut de Capitale	90 677	86 402	103 697	105 396	112 892	102 022	133 777
Formation Brute de Capital Fixe	90 085	85 742	102 923	96 732	103 342	110 333	132 597
Variation des Stocks	592	660	773	8 664	9 550	-8 311	1 180
Aquisitions moins cessions d'objets de valeur						0	0
Exportations nettes	-84 826	-54 643	-85 160	-74 147	-75 569	-29 139	-49 813
Exportations	58 794	105 227	75 635	72 425	93 577	170 644	175 419
Biens	48 403	92 902	66 875	61 049	79 389	149 457	149 117
Services	10 390	12 325	8 761	11 376	14 188	21 187	26 302
Importations	143 620	159 870	160 796	146 571	169 145	199 783	225 232
Biens	126 921	141 724	145 940	131 360	150 265	176 969	197 777
Services	16 699	18 145	14 856	15 211	18 880	22 814	27 455
Produit Interieur Brut	465 162	545 270	535 784	548 072	560 538	681 303	737 838

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

Tableau 2.2: Production Intérieur Brut (PIB) selon l'optique dépense, Volumes chaînés (en millions de FCFA) à partir de 2015

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Consommation Finale	526 797	543 014	525 795	524 502	537 146	608 420	643 143
Menage	441 374	454 092	441 597	440 145	437 415	496 428	522 037
Administration Publique	76 631	80 192	74 903	76 269	91 659	103 506	111 699
ISBSLM	8 793	8 730	9 295	8 088	8 072	8 486	9 407
Formation Brut de Capitale	103 230	95 024	114 034	113 642	120 392	102 022	122 425
Formation Brute de Capital Fixe	102 569	94 337	113 256	103 177	107 498	110 333	121 054
Variation des Stocks	661	687	778	10 465	12 894	-8 311	1 371
Aquisitions moins cessions d'objets de valeur						0	0
Exportations nettes	-50 414	-11 562	-24 084	-2 351	-15 611	-29 139	-48 111
Exportations	115 253	162 472	140 805	148 047	159 930	170 644	172 019
Biens	98 252	142 363	124 751	130 056	138 896	149 457	145 914
Services	17 000	20 110	16 054	17 990	21 034	21 187	26 105
Importations	165 666	174 034	164 889	150 397	175 541	199 783	220 130
Biens	145 608	154 193	150 019	135 664	156 041	176 969	192 450
Services	20 058	19 842	14 870	14 733	19 500	22 814	27 680
Produit Interieur Brut	579 614	626 476	615 746	635 794	641 927	681 303	717 457
Ecart statistique (écart de chaînage)	0	0	0	0	0	0	0

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

Tableau 2.3: Production Intérieure Brut (PIB) selon l'optique dépense, Taux de croissance en volume (en pourcentage)

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Consommatio Finale	6,8	3,1	-3,2	-0,2	2,4	13,3	5,7
Menage	6,2	2,9	-2,8	-0,3	-0,6	13,5	5,2
Admistration Publique	9,5	4,6	-6,6	1,8	20,2	12,9	7,9
ISBSLM	20,4	-0,7	6,5	-13,0	-0,2	5,1	10,9
Formation Brut de Capitale	14,8	-7,9	20,0	-0,3	5,9	-15,3	20,0
Formation Brute de Capital Fixe	14,8	-8,0	20,1	-8,9	4,2	2,6	9,7
Variation des Stocks	28,7	4,0	13,3	1 244,4	23,2	-164,5	-116,5
Aquisitions moins cessions d'objets de valeur							
Exportations nettes	47,9	-77,1	108,3	-90,2	564,1	86,7	65,1
Exportations	-7,5	41,0	-13,3	5,1	8,0	6,7	0,8
Biens	-10,1	44,9	-12,4	4,3	6,8	7,6	-2,4
Services	11,4	18,3	-20,2	12,1	16,9	0,7	23,2
Importations	4,4	5,1	-5,3	-8,8	16,7	13,8	10,2
Biens	3,9	5,9	-2,7	-9,6	15,0	13,4	8,7
Services	8,6	-1,1	-25,1	-0,9	32,4	17,0	21,3
Produit Interieur Brut	5,6	8,1	-1,7	3,3	1,0	6,1	5,3

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

Tableau 4.1:
Valeurs
ajoutées brutes
par branche
d'activité,
Valeurs
courantes (en
millions de
FCFA)

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	176 543	204 822	204 055	211 893	195 212	248 158	276 361
Agriculture	147 091	171 281	170 719	174 606	155 151	196 629	221 055
Elevage, chasse et activités annexes	16 392	18 887	19 040	19 857	20 639	24 065	28 270
Sylviculture et exploitation forestière	3 192	3 633	3 568	6 420	7 678	5 531	4 023
Pêche et aquaculture	9 869	11 021	10 729	11 010	11 744	21 933	23 013
Secteur secondaire	63 958	66 826	64 539	72 096	82 300	95 452	100 864
Activites extractives	2 701	1 533	1 658	2 738	3 100	-5 511	-4 762
Agroalimentaire	22 306	27 287	26 583	29 155	32 800	37 069	41 047
Autres industries	20 013	22 879	21 064	18 662	19 574	30 350	30 602
Electricité - Eau - Assainissement	4 441	6 482	5 607	4 970	7 350	1 114	130
Construction	14 497	8 645	9 628	16 572	19 475	32 430	33 847
Secteur tertiaire	189 772	230 480	223 862	229 789	245 301	291 327	314 851
Commerce et réparation	70 330	84 551	93 119	93 445	93 496	145 285	146 987
Transport et entreposage	20 737	25 115	23 738	23 832	24 207	-4 423	-169
Hébergement et restauration	944	1 217	523	1 725	2 676	13 340	17 263
Information et communication	18 659	22 522	21 696	23 156	24 668	19 019	10 233
Services Financiers et assurances	2 435	8 857	3 693	4 327	6 038	3 373	12 318
Activités immobilières	5 175	5 885	5 902	6 059	6 423	8 955	9 243
Activités professionnelles scientifiques et techniques	12 177	14 388	13 877	14 365	15 120	17 233	23 273
Services de soutien et de bureau	3 853	4 587	4 420	4 619	4 879	5 883	6 248
Services d'administration publique	31 629	37 418	29 921	34 304	42 970	53 066	56 775
Services d'éducation	14 055	16 445	16 461	13 937	14 131	22 161	23 861
Services de santé et d'action sociale	7 022	6 293	7 387	6 781	7 267	3 661	4 994
Autres services collectifs et personnels	2 756	3 203	3 124	3 239	3 426	3 774	3 825
Total	430 274	502 129	492 456	513 779	522 812	634 937	692 076
Impots et taxes nets sur les produits	34 889	43 141	43 328	34 293	37 726	46 366	45 762
Produit Interieur Brut	465 162	545 270	535 784	548 072	560 538	681 303	737 838

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

Tableau 4.2:
Valeurs
ajoutées brutes
par branche
d'activité,
Volumes
chainés à partir
de 2015, (en
millions de
FCFA)

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	217 533	234 867	234 395	245 636	224 985	248 158	263 248
Agriculture	180 804	196 280	195 967	202 275	178 914	196 629	208 066
Elevage, chasse et activités annexes	20 081	21 592	21 793	22 959	23 839	24 065	27 147
Sylviculture et exploitation forestière	4 177	4 253	4 197	7 560	8 754	5 531	5 623
Pêche et aquaculture	12 472	12 742	12 439	12 842	13 478	21 933	22 412
Secteur secondaire	83 620	78 222	75 784	84 763	93 938	95 452	99 712
Activites extractives	3 330	1 757	1 902	3 171	3 576	-5 511	-5 174
Agroalimentaire	29 741	32 096	31 443	34 455	37 319	37 069	39 487
Autres industries	25 756	26 609	24 571	21 829	22 413	30 350	30 961
Electricité - Eau - Assainissement	5 807	7 645	6 593	5 850	8 382	1 114	386
Construction	18 985	10 115	11 275	19 458	22 249	32 430	34 052
Secteur tertiaire	238 169	265 655	258 097	267 039	281 905	291 327	309 594
Commerce et réparation	89 107	97 818	107 134	108 412	107 467	145 285	143 054
Transport et entreposage	26 040	29 016	27 499	27 782	27 793	-4 423	-1 995
Hébergement et restauration	1 684	1 583	707	2 186	2 922	13 340	16 839
Information et communication	23 496	25 996	25 091	26 955	28 341	19 019	12 896
Services Financiers et assurances	3 634	10 299	4 627	5 278	6 730	3 373	12 293
Activités immobilières	6 317	6 719	6 746	6 999	7 424	8 955	9 126
Activités professionnelles scientifiques et techniques	14 836	16 416	15 846	16 580	17 485	17 233	22 832
Services de soutien et de bureau	4 740	5 251	5 066	5 346	5 631	5 883	6 128
Services d'administration publique	38 959	42 840	34 440	39 760	49 471	53 066	55 948
Services d'éducation	17 355	18 854	18 903	16 151	16 295	22 161	23 786
Services de santé et d'action sociale	8 624	7 200	8 464	7 846	8 390	3 661	4 935
Autres services collectifs et personnels	3 377	3 662	3 576	3 745	3 957	3 774	3 752
Total	539 322	578 744	568 276	597 438	600 828	634 937	672 554
Impôts et taxes nets sur les produits	40 292	47 732	47 469	38 356	41 099	46 366	44 903
Produit Interieur Brut	579 614	626 476	615 745	635 794	641 927	681 303	717 457
Ecart statistique (écart de chainage)	0	0	0	0	0	0	0

VI. Quelques tableaux (Voir fichiers Excel pour les détails)

**Tableau 4.3:
Valeur ajoutées
brutes par
branche
d'activité, taux
de croissance
en volume (en
pourcentage)**

Libellé FR	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	2,4	8,0	-0,2	4,8	-8,4	10,3	6,1
Agriculture	2,2	8,6	-0,2	3,2	-11,5	9,9	5,8
Elevage, chasse et activités annexes	2,7	7,5	0,9	5,4	3,8	0,9	12,8
Sylviculture et exploitation forestière	6,4	1,8	-1,3	80,2	15,8	-36,8	1,7
Pêche et aquaculture	4,7	2,2	-2,4	3,2	5,0	62,7	2,2
Secteur secondaire	12,8	-6,5	-3,1	11,8	10,8	1,6	4,5
Activités extractives	43,8	-47,2	8,2	66,7	12,8	-254,1	-6,1
Agroalimentaire	5,8	7,9	-2,0	9,6	8,3	-0,7	6,5
Autres industries	-2,6	3,3	-7,7	-11,2	2,7	35,4	2,0
Electricité - Eau - Assainissement	40,3	31,7	-13,8	-11,3	43,3	-86,7	-65,4
Construction	44,6	-46,7	11,5	72,6	14,3	45,8	5,0
Secteur tertiaire	7,3	11,5	-2,8	3,5	5,6	3,3	6,3
Commerce et réparation	0,9	9,8	9,5	1,2	-0,9	35,2	-1,5
Transport et entreposage	12,6	11,4	-5,2	1,0	0,0	-115,9	-54,9
Hébergement et restauration	41,3	-6,0	-55,4	209,4	33,7	356,6	26,2
Information et communication	5,3	10,6	-3,5	7,4	5,1	-32,9	-32,2
Services Financiers et assurances	26,6	183,4	-55,1	14,1	27,5	-49,9	264,5
Activités immobilières	-0,6	6,4	0,4	3,8	6,1	20,6	1,9
Activités professionnelles scientifiques et techniques	4,5	10,6	-3,5	4,6	5,5	-1,4	32,5
Services de soutien et de bureau	4,6	10,8	-3,5	5,5	5,3	4,5	4,2
Services d'administration publique	12,0	10,0	-19,6	15,4	24,4	7,3	5,4
Services d'éducation	14,3	8,6	0,3	-14,6	0,9	36,0	7,3
Services de santé et d'action sociale	47,7	-16,5	17,5	-7,3	6,9	-56,4	34,8
Autres services collectifs et personnels	4,3	8,4	-2,4	4,7	5,7	-4,6	-0,6
Total	6,1	7,3	-1,8	5,1	0,6	5,7	5,9
Impôts et taxes nets sur les produits	-0,3	18,5	-0,6	-19,2	7,1	12,8	-3,2
Produit Interieur Brut	5,6	8,1	-1,7	3,3	1,0	6,1	5,3